

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1182/Add.2
28 janvier 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session

DECISIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL RELATIVES
A L'ORDRE DU JOUR PROVISoire

Note du Secrétaire général

1. A sa 1984ème séance, le 15 janvier 1976, le Conseil économique et social, s'agissant des points suivants de l'ordre du jour provisoire de la Commission, a décidé :

Point 5

De renvoyer la résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale, intitulée "Protection des droits de l'homme au Chili", à la Commission des droits de l'homme à sa trente-deuxième session.

Point 14

De renvoyer la résolution 3377 (XXX) de l'Assemblée générale, intitulée "Mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale", à la Commission des droits de l'homme à sa trente-deuxième session.

Point 15

De renvoyer la résolution 3453 (XXX) de l'Assemblée générale, intitulée "Tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement", à la Commission des droits de l'homme à sa trente-deuxième session, à la Commission du développement social à sa vingt-cinquième session et au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à sa troisième session.

2. A la même séance, le Conseil, s'agissant de la résolution 3415 (XXX) adoptée par l'Assemblée générale le 8 décembre 1975 et intitulée "Comptes rendus des débats des organes de l'Organisation des Nations Unies" 1/, a décidé :

1/ Dans sa résolution, l'Assemblée a fait siens les critères proposés par le Secrétaire général dans son rapport sur les publications et la documentation (A/C.5/1670), tels qu'ils avaient été modifiés pour tenir compte des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/10299).

- a) D'approuver les critères 2, 3 et 7^{2/} et de prier le Secrétariat de les appliquer aux sessions des organes subsidiaires;
- b) D'autoriser le Secrétariat à appliquer la procédure envisagée dans le critère 5, à savoir que le Secrétariat devrait publier d'emblée en 1976, à titre expérimental, les comptes rendus analytiques des comités de session et des organes subsidiaires du Conseil dont les séances font l'objet de comptes rendus analytiques dans la série "Distribution générale", sous réserve de publier des rectificatifs ne portant que sur des erreurs graves;
- c) D'autoriser la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à continuer d'avoir des comptes rendus de ses réunions;
- d) D'appliquer, à compter du 1er janvier 1977, le critère 9, d'après lequel les organes subsidiaires autorisés par ailleurs à faire établir des comptes rendus pour tout ou partie de leurs séances devraient être tenus d'y renoncer lorsqu'ils se réunissent en dehors des centres de conférence reconnus de l'Organisation des Nations Unies;
- e) De réaffirmer le principe énoncé au critère 10 selon lequel il faudrait limiter à 15 pages les comptes rendus analytiques des séances d'une durée de deux heures et demie à trois heures et s'efforcer de réduire à 10 pages les comptes rendus des séances de cette durée des organes subsidiaires.

2/ Les critères 2, 3 et 7 se lisent comme suit :

2) S'agissant d'un nombre limité d'organes subsidiaires particuliers de l'Assemblée générale qui s'occupent de questions de fond importantes, seules les séances au cours desquelles des questions de ce type seraient traitées continueraient de faire l'objet de comptes rendus. Ces organes seraient tenus de renoncer aux comptes rendus pour les débats portant sur des questions d'organisation et de procédure, pour les discours d'adieu et pour les débats consacrés à l'adoption de leurs rapports; ils seraient instamment priés d'y renoncer pour les discussions de fond de moindre importance. L'Assemblée générale, dans toute résolution portant création d'un organe subsidiaire, aurait à décider si les travaux de cet organe sont suffisamment importants quant au fond; en l'absence d'une décision explicite de sa part, il ne serait pas établi de comptes rendus.

3) Il conviendrait de revoir la liste figurant à la section A de l'annexe IV pour déterminer si elle englobe des organes dont les réunions ne semblent pas porter sur des questions de fond importantes ou dans le cas desquels le coût des comptes rendus semble être hors de proportion avec leur utilité éventuelle.

7) Les autres organes principaux devraient être invités à respecter les mêmes critères lorsqu'ils décident si les séances de leurs organes subsidiaires doivent ou non faire l'objet de comptes rendus.